

## AKTUELL

POLITIQUE D'IMMIGRATION

# La roue n'est pas réinventée

Luc Caregari

**Un peu délaissée dans l'actualité politico-politicienne, le chapitre sur l'immigration dans le programme gouvernemental comporte des pistes intéressantes, mais ne change rien à la logique de l'immigration pratiquée jusqu'ici.**

Il faut vraiment feuilleter longtemps le programme gouvernemental pour tomber sur le chapitre dédié à l'immigration. En effet, l'immigration est le dernier sujet abordé dans ce document censé expliquer les grandes lignes du renouveau que veulent incarner les coalitionnaires. Sur les deux pages dédiées à cette politique, on retrouve quelques-unes des vieilles revendications du secteur associatif, notamment de l'Asti. Par exemple pour les quotas communaux, le gouvernement « étudiera la possibilité d'instaurer un système de quotas obligeant les communes à participer de manière équitable à l'accueil des demandeurs de protection internationale sur notre territoire ». Cela permettra peut-être d'éviter qu'à l'avenir des demandeurs d'asile soient concentrés dans certaines communes, souvent mises devant le fait accompli. Ces dernières ne pourront plus jouer la carte du « Nimby » non plus.

## Priorité aux riches et aux qualifiés

Mais pour ce faire, une réforme de l'Olai (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration) en charge de ces opérations s'impose. Une idée contenue aussi dans le programme, même si celui-ci ne parle que d'un « bilan de fonctionnement » de l'Office. Pour Sergio Ferreira, le porte-parole de l'Asti, il y a pourtant un vrai besoin de changer la donne à l'Olai : « Nous attendons bien sûr les résultats de l'analyse du gouvernement. Mais pour nous il est clair que le fonctionnement de l'Olai n'est pas idéal. Ce n'est pas un problème humain, mais un manque de moyens, de compétences et de management. » Il donne pour exemple le fiasco du foyer des travailleurs de la Millebaach.

Un autre point promis par le gouvernement est une nouvelle loi sur la protection internationale. Même

s'il ne s'agit ici que d'une transposition de directives européennes qui doit être effectuée en 2015, l'Asti espère que celle-ci donnera lieu à une réforme plus fondamentale. La réaction de l'Asti aux annonces des coalitionnaires est dans l'ensemble positive, mais Ferreira reste critique sur le point de la facilitation. En effet, pour « faire bénéficier l'économie luxembourgeoise », le gouvernement étudie de « nouvelles catégories d'autorisation » pour les candidats à l'immigration « pouvant se prévaloir de certaines capacités et expériences ». En d'autres mots : priorité aux riches et aux travailleurs hautement qualifiés.

Ferreira redoute que cette catégorie d'immigration ne devienne un privilège pour les multinationales. Et on pourrait ajouter qu'une telle politique participerait au « brain drain » qui attire des ressources humaines de pays qui en auraient plus crucialement besoin que nous, créant au passage une immigration à deux vitesses. Un autre point d'inquiétude : l'annonce de la création d'une « maison retour », pour des familles de réfugiés devant faire face à un rapatriement. Même si cela s'accompagne de la promesse de faire un bilan du centre de rétention et de réduire son utilisation, Ferreira craint que ces structures ne soient « rien d'autre que des centres de rétention ouverts ».

Pourtant, le gouvernement envisage d'améliorer le traitement de tous les réfugiés. Ainsi, sont annoncés une procédure d'asile plus rapide, un programme de réinstallation pour les réfugiés qui ne peuvent pas rentrer chez eux et une meilleure coordination de tous les services concernés par le vivre-ensemble. Cela n'empêche que, sur le fond, malgré quelques améliorations, l'attitude du nouveau gouvernement luxembourgeois reste profondément ancrée dans la logique perverse de l'immigration au niveau des Etats européens. En soutenant explicitement le système Frontex « afin de mettre fin aux drames réguliers en mer Méditerranée » - une affirmation peu crédible au vu des larges pouvoirs et du peu d'efficacité et de volonté de cette machinerie incarnant la forteresse Europe - il perpétue les erreurs de son prédécesseur.

## SHORT NEWS

## Alle lieben Mandela

(rg) - Auch wenn die woxx das politische Erbe von Nelson Mandela durchaus kritisch durchleuchtet (siehe S. 10), bedeutet das nicht, dass wir uns nicht von Anfang an mit den Zielen des Anti-Apartheid-Kampfes identifizierten. Dass es bei der offiziellen Gedenkveranstaltung für Nelson Mandela am vergangenen Dienstag wie aus Eimern gegossen hat, ist wohl vor allem den nicht enden wollenden Krokodilstränen geschuldet, die seit Bekanntwerden seines Todes vergossen worden sind. Als der GréngeSpoun Ende der 1980er auf die vielfache Unterstützung des Apartheidregimes durch Luxemburg hinweisen musste, galt Mandela im „Wort“ noch als „Terrorist“, dessen Gefängnisaufenthalt selbstverschuldet war. Luxemburg bot dem rassistischen Regime eine Plattform, um die zaghaften Boykottversuche der internationalen Gemeinschaft zu unterlaufen. Von hier aus durften Flugzeuge aus Südafrika unter Luxemburger Flagge unbeschadet schwarzafrikanische Länder überfliegen. Südafrikanische Firmen betrieben von Luxemburg ihre Finanzgeschäfte. Krügerlands wurden an jedem Bankschalter feilgeboten ... Da der ANC in schweren Jahren Sukkurs bei der Sowjetunion suchte, war Mandela als „Kommunist“ zur persona non grata geworden. Als er dann 1990 freikam und sich bald herausstellte, dass er wohl zum größten Staatsmann des 20. Jahrhunderts mutieren würde, hatte er in der ganzen Welt nur noch Freunde. Nicht auszudenken, wie Mandela die Welt noch weiter verändert hätte, wenn er nicht fast dreißig Jahre seines Lebens hätte Steine klopfen müssen, anstatt sie politisch gestalten zu können.

## Socialistes européens et travailleurs détachés

(lm) - Comment combattre le « dumping social » opéré sous couvert de détachement de travailleurs d'un pays à l'autre de l'UE ? Et que faire quand une entreprise frauduleuse cesse d'exister, comme cela arrive souvent ? Il faut autoriser des contrôles efficaces et introduire une responsabilité en chaîne, qui permettrait de sanctionner les grandes entreprises quand un sous-traitant disparaît, répond la Confédération européenne des syndicats (Etuç). Les institutions européennes, notamment la Cour de justice, avaient jusqu'ici interprété la directive sur le détachement des travailleurs de manière libérale, interdisant par exemple au Luxembourg le recours à certains types de contrôle (woxx 1237). Plusieurs conseils des ministres du Travail ont été nécessaires pour aboutir à un compromis, qui devra encore passer par le Parlement. Or ce compromis ne satisfait ni l'Etuç, ni une partie des eurodéputés sociaux-démocrates. Partir en campagne pour une Europe sociale après avoir avalé une couleuvre n'enchantera guère ceux-ci. Pourtant, après les élections de mai, le rapport de force pourrait être encore plus défavorable... Décidément, ces temps-ci, Europe ne rime pas avec social.

## La sécurité en toute subjectivité

(lc) - Lundi dernier, le Statec, l'Université du Luxembourg et la police grand-ducale avaient convoqué la presse pour présenter les premiers résultats d'une « enquête de victimation ». Dépassant par son approche les statistiques de la police, qui ne recueillent que les cas de criminalité dénoncés aux autorités, cette enquête, réalisée pour le Statec par une entreprise allemande, se concentre sur les délits et infractions subis par les personnes interrogées, comment elles les ont vécus et leur attitude face aux autorités. Disons-le d'emblée, le fait qu'une majorité de personnes affirme se sentir en sécurité et faire confiance à la police ne doit pas cacher d'autres chiffres plus alarmants. Ainsi dans le cas de violences sexuelles, seulement 18 pour cent des victimes ont déclaré avoir contacté la police, d'ailleurs les violences sexuelles sont la seule catégorie de victimes où les femmes devancent les hommes. Cette attitude devrait pourtant contribuer à améliorer encore la prévention des violences sexuelles à tous les niveaux. D'autres faits intéressants : les Luxembourgeois sont plus souvent victimes au niveau individuel (vols avec violence, escroqueries), tandis que les résidents étrangers sont plus souvent confrontés à des crimes au niveau de leur ménage (cambriolages, vols de voitures). Les chiffres seront étudiés et commentés dans les mois à venir par l'Université et la police et trouveront aussi leur entrée au « PIB du bien-être » promis par le nouveau gouvernement.